

Les pactes locaux

„Changer d'échelle du local à l'Europe“

L'émergence des „territoires acteurs“ en Europe: un enjeu majeur et le fruit d'un apprentissage historique.

Le 18 et 19 juin prochain, l'association nationale française des pactes locaux sera accueillie par le réseau luxembourgeois d'économie solidaire et de développement local Objectif Plein Emploi, pour la troisième étape de leur démarche „changer d'échelle du local à l'Europe“.

Mais c'est quoi les pactes locaux?

Le pacte local répond au besoin essentiel de coopérer pour vivre ensemble. C'est un processus qui rassemble, sur un territoire donné, des personnes qui ont des intérêts, des enjeux en commun, et, par la même, s'engagent à partager une vision solidaire, humaniste, de la vie en société. Notamment sur des thèmes comme l'insertion, l'environnement, le développement de l'emploi, la citoyenneté. Ce n'est donc pas seulement un moyen de faire ensemble, une méthode ou un outil. C'est aussi un processus qui exprime des valeurs: la solidarité et la convivialité et les traduit en actions concertées. Sa mise en œuvre s'appuie sur une grille de référence, élaborée à partir d'échanges d'expériences, de comparaisons, et de visites de terrain.

Les acteurs locaux et leurs partenaires (financeurs, pouvoirs publics) peuvent s'y adosser pour faire le point, développer, mettre en réseau, aider, financer, voire „modéliser“ les projets en cours. Leur objectif commun est de constituer une offre d'intervention apte à promouvoir, consolider, améliorer, relier toutes les formes de coopération qui se préoccupent d'ancrer le changement dans son environnement territorial et humain, dans les domaines d'intervention suivants: cohésion sociale, développement durable, économie solidaire, dialogue social territorial, démocratie et participation citoyenne (article 2 des statuts de l'association, mai 2005).

Plus de 800 pactes locaux

Il existe aujourd'hui autant de pactes locaux que d'initiateurs, chacun avec des modalités de fonctionnement et des thématiques différentes. Quelques exemples: les premiers groupements d'employeurs ruraux ont vu le jour en Poitou-Charentes dans les années 80. On en compte aujourd'hui plus de 300 dans cette région. Leur mise en place a obligé employeurs et salariés de l'agriculture à s'organiser ensemble pour faire face à leurs besoins de main-d'œuvre. Un intérêt partagé bien compris a permis des compromis utiles et la mise en place d'une organisation régionale en centre de ressources.

Dans le Drôme provençal, les associations et les habitants d'un territoire dévitalisé, le Haut Nyonsais, s'organisent pour gérer une Maison sociale à l'échelle intercommunale. Ils oeuvrent au „mieux vivre des personnes âgées, dépendantes et malades“. La personne concernée est placée au centre, avec les aidants de son entourage.

Cet espace de santé organise les soins infirmiers sur place et au domicile, anime des ateliers d'ex-



Une ambiance d'échanges lors de la foire aux expériences du BASE Sud Audois, juin 2007

zaine d'années dans des activités solidaires d'insertion et développement local se saisissent de la nouvelle loi sur les Pays de 1999 pour se constituer en plateforme d'associations. Cette loi, dite loi Voynet, fait de la participation démocratique un passage obligé pour valider les contrats de projet (et les financements).

Le Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois (BASE Sud Audois) obtient en 2002, le mandat des élus pour la promotion de l'économie sociale et solidaire. Créé en 2002, il poursuit depuis lors un travail d'animation territoriale. Sa dernière action, en juin 2007, c'est une foire aux expériences. Rien à vendre, „la monnaie d'échange, c'est l'échange“.

Une trentaine d'exposants volontaires présentent leurs démarches de créations d'activités, individuelles, mais aussi collectives, pour montrer que c'est possible, pour partager leur expérience avec un large public invité et pour obtenir une meilleure reconnaissance du fait qu'„une autre économie existe“ et qu'elle participe d'un après à la désindustrialisation de la vallée.

Dans le cadre de la préparation de Lux'09, le 4^e forum international Globalisation de la Solidarité, organisé à Esch-sur-Alzette du 22 au 25 avril 2009, les pactes locaux sont chargés de l'organisation de l'atelier n° 7 „participation démocratique et ancrage territorial“, (www.lux09.lu). Ils ont, pour ce faire, initié une démarche originale, en parallèle avec l'animation du forum de discussion de leur atelier. Celle de tirer les enseignements d'expériences territoriales porteuses de réponses à des problèmes clés d'aujourd'hui, avec le concours des forces dynamiques de toute la société: acteurs de l'économie, du politique et de la société civile.

Organisé dans le cadre d'une plateforme, cet espace collaboratif ouvert est composé, sur base du volontariat, de membres des

pes régionales dont les résultats seront rapportés à Lux'09 sur les thématiques suivantes:

1. La globalisation de la solidarité pour le travail et l'emploi, Poitou-Charentes, les 13 et 14 décembre 2007.

2. Le tourisme responsable, laboratoire d'une économie territoriale plus solidaire, coopérative et culturelle. Rencontre territoriale d'Auvergne 2008, les 27 et 28 mai 2008.

3. Le modèle luxembourgeois: „Objectif Plein Emploi“ un réseau de développement local et d'économie solidaire, Grand-Duché de Luxembourg, pays d'accueil de Lux'09, les 18 et 19 juin 2008.

4. Influence de la société civile sur les politiques foncières et d'habitat (Association Terre de liens, région à préciser).

5. Gestion du bien public (eau, santé ... région à préciser).

L'étape luxembourgeoise du 18 et 19 juin est inscrite dans un processus de capitalisation et sera appréhendée avec la même grille d'analyse que toutes les autres étapes. A savoir:

- Quel type d'économie l'action a-t-elle (ou peut-elle) généré (r)?

- Comment a-t-elle augmenté le pouvoir d'action et la responsabilité des différents acteurs dans les solutions mises en œuvre?

- Sur quelles coopérations entre acteurs, quelles articulations entre échelles de gouvernance, la dynamique territoriale s'est-elle appuyée pour obtenir des succès?

- Qu'est-ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables? Quelles leçons pour les démultiplier à l'avenir?

- Un forum internet en quatre langues ouvre les échanges à la dimension internationale, pour illustrer, débattre et proposer sur la base de ces mêmes questions.

Ce processus vise trois objectifs. Le premier est de réunir des forces et s'organiser pour devenir un acteur collectif. Le second vise

ration d'une plate-forme européenne pour renforcer le soutien politique aux territoires qui veulent s'impliquer dans ce type de démarche et servir de référence pour une mondialisation à visage humain.

Les participants aux deux journées luxembourgeoises seront répartis en cinq groupes de travail pour découvrir les projets sur le terrain et aller à la rencontre des acteurs de terrain. Cette 3^e étape associera aussi les pouvoirs publics et les autorités locales.

Comment ces journées seront-elles articulées?

1. Groupe emploi et statut juridique

Présentation des recherches d'OPE sur le nouveau statut juridique des entreprises d'économie solidaire.

Présentation du fonctionnement d'OPE en présence de représentants de l'Administration de l'emploi et du ministère du Travail et de l'Emploi

2. Un avenir pour tous dans la société d'information

L'exemple des Internetstuf du réseau OPE implantées au niveau local en réponse à la volonté gouvernementale de favoriser l'accès à tous à Internet et l'informatique.

3. La démocratie participative, clé de voûte pour réussir un développement territorial solidaire?

Visite d'un projet participatif intergénérationnel: le jardin solidaire Kalendula à Altvies.

Présentation d'un projet participatif et durable, planifié et réalisé avec les enfants et des adultes engagés: le réaménagement d'un cour d'école.

4. Les communes luxembourgeoises

L'organisation des communes au Grand-Duché de Luxembourg: représentativité, compétences et statut administratif.

5. L'économie solidaire, un collectif hétérogène

Rencontres avec les „consommateurs“ des services d'économie solidaire.

Neue Ökonomie (20)

Eine Anerkennung der OPE-Tätigkeit

2003 wurde von der Generaldirektion für Beschäftigung und Soziales der Europäischen Kommission eine „Etude de faisabilité sur les indicateurs destinés aux niveaux régional et local et à l'économie sociale“ an ein für sämtliche Staaten der Europäischen Union renommiertes Unternehmen in Auftrag gegeben. Für Luxemburg beteiligte sich „Objectif Plein Emploi“ (OPE) an der Ausarbeitung dieser Studie, was nicht wenig zur Bestätigung und Anerkennung von OPE beitrug.

Im Rahmen der europäischen Projekte erhielt OPE noch nachträglich Genugtuung, weil das Projekt zur Ausbildung von Entwicklungs-Agenten der Großregion, das im Jahre 2000 verweigert wurde, nun innerhalb des Rahmenprogramms INTERREG 3A genehmigt wurde. Eine Zusammenarbeit mit den französischen und belgischen Partnern erfolgte anschließend.

„Objectif Plein Emploi“ (OPE) und OGB-L wurden zu einem Seminar in Paris eingeladen, das als Thema „L'implication des syndicats dans les démarches de l'économie solidaire et sociale“ hatte. Ausgehend von den Erfahrungen der beiden Partner fanden ihre Stellungnahmen ein enormes Interesse in der spezialisierten Presse Frankreichs.

Ermutigt durch diese Erfolge, organisierte OPE ein Kolloquium in unserem Land mit dem Thema „Un regard européen sur les activités d'OPE“, in welchem Forscher und Publizisten aus Frankreich, Deutschland und Italien über den Beitrag von OPE zur Entwicklung der Solidarwirtschaft Stellung nehmen konnten.

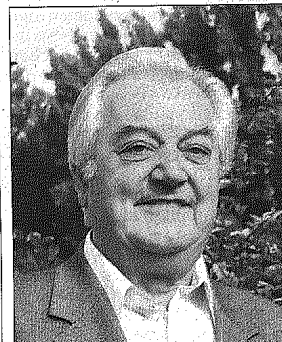
In Remich wurde eine „Conférence nationale des Acteurs bénévoles du réseau OPE“ organisiert, unter dem Thema „L'implication des communes dans les concepts de l'économie solidaire“, innerhalb welcher die Gemeindevertreter Gelegenheit hatten, über die erfolgreichen Aktivitäten der lokalen Beschäftigungsgruppen (CIGL) zu berichten.

Zu erwähnen bleibt noch, dass auf landespolitischem Plan schon während zwei Jahren eine Untersuchung über die sozio-ökonomischen Initiativen durchgeführt wurde, und zwar durch die „Cellule emploi“ des Arbeits- und Beschäftigungsministeriums und dem „Comité permanent de l'emploi“. Diese Untersuchungen führten zum Gesetzprojekt 5144 über die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, welches mit großem Interesse vom OPE analysiert wurde.

2003 zählte „Objectif Plein Emploi“ 599 Beschäftigte.

Nic Eickmann

-> (wird fortgesetzt)



faire le point, développer, voire "modéliser" les projets en cours. Leur objectif commun est de constituer une offre d'intervention apte à promouvoir, consolider, améliorer, relier toutes les formes de coopération qui se préoccupent d'ancrer le changement dans son environnement territorial et humain, dans les domaines d'intervention suivants: cohésion sociale, développement durable, économie solidaire, dialogue social territorial, démocratie et participation citoyenne (article 2 des statuts de l'association, mai 2005).

Plus de 800 pactes locaux

Il existe aujourd'hui autant de pactes locaux que d'initiateurs, chacun avec des modalités de fonctionnement et des thématiques différentes. Quelques exemples: les premiers groupements d'employeurs ruraux ont vu le jour en Poitou-Charentes dans les années 80. On en compte aujourd'hui plus de 300 dans cette région. Leur mise en place a obligé employeurs et salariés de l'agriculture à s'organiser ensemble pour faire face à leurs besoins de main-d'œuvre. Un intérêt partagé bien compris a permis des compromis utiles et la mise en place d'une organisation régionale en centre de ressources.

Dans le Drôme provençal, les associations et les habitants d'un territoire dévitalisé, le Haut Nyonsais, s'organisent pour gérer une Maison sociale à l'échelle intercommunale. Ils oeuvrent au "mieux vivre des personnes âgées, dépendantes et malades". La personne concernée est placée au centre, avec les aidants de son entourage.

Cet espace de santé organise les soins infirmiers sur place et au domicile, anime des ateliers d'expression, l'accompagnement de fin de vie.

Dans la Haute Vallée de l'Aude en Languedoc-Roussillon, des associations engagées depuis une

thématique local se saisissent de la nouvelle loi sur les Pays de 1999 pour se constituer en plate-forme d'associations. Cette loi, dite loi Voynet, fait de la participation démocratique un passage obligé pour valider les contrats de projet (et les financements).

Le Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois (BASE Sud Audois) obtient en 2002, le mandat des élus pour la promotion de l'économie sociale et solidaire. Créé en 2002, il poursuit depuis lors un travail d'animation territoriale. Sa dernière action, en juin 2007, c'est une foire aux expériences. Rien à vendre, "la monnaie d'échange, c'est l'échange".

Une trentaine d'exposants volontaires présentent leurs démarches de créations d'activités, individuelles, mais aussi collectives, pour montrer que c'est possible, pour partager leur expérience avec un large public invité et pour obtenir une meilleure reconnaissance du fait qu'"une autre économie existe" et qu'elle participe d'un après à la désindustrialisation de la vallée.

Dans le cadre de la préparation de Lux'09, le 4^e forum international Globalisation de la Solidarité, organisé à Esch-sur-Alzette du 22 au 25 avril 2009, les pactes locaux sont chargés de l'organisation de l'atelier n° 7, "participation démocratique et ancrage territorial", (www.lux09.lu). Ils ont, pour ce faire, initié une démarche originale, en parallèle avec l'animation du forum de discussion de leur atelier. Celle de tirer les enseignements d'expériences territoriales porteuses de réponses à des problèmes clés d'aujourd'hui, avec le concours des forces dynamiques de toute la société: acteurs de l'économie, du politique et de la société civile.

Organisé dans le cadre d'une plate-forme, cet espace collaboratif ouvert est composé, sur base du volontariat, de membres des pactes locaux, de personnes impliquées dans les expériences régionales, ainsi que de partenaires extérieurs intéressés. Les pactes locaux ont ainsi balisé cinq éta-

thématiques suivantes:

1. La globalisation de la solidarité pour le travail et l'emploi, Poitou-Charentes, les 13 et 14 décembre 2007.

2. Le tourisme responsable, laboratoire d'une économie territoriale plus solidaire, coopérative et culturelle. Rencontre territoriale d'Auvergne 2008, les 27 et 28 mai 2008.

3. Le modèle luxembourgeois: "Objectif Plein Emploi" un réseau de développement local et d'économie solidaire, Grand-Duché de Luxembourg, pays d'accueil de Lux'09, les 18 et 19 juin 2008.

4. Influence de la société civile sur les politiques foncières et d'habitat (Association Terre de liens, région à préciser).

5. Gestion du bien public (eau, santé ... région à préciser).

L'étape luxembourgeoise du 18 et 19 juin est inscrite dans un processus de capitalisation et sera appréhendée avec la même grille d'analyse que toutes les autres étapes. A savoir:

- Quel type d'économie l'action a-t-elle (ou peut-elle) généré (r)?

- Comment a-t-elle augmenté le pouvoir d'action et la responsabilité des différents acteurs dans les solutions mises en œuvre?

- Sur quelles coopérations entre acteurs, quelles articulations entre échelles de gouvernance, la dynamique territoriale s'est-elle appuyée pour obtenir des succès?

- Qu'est-ce qui a permis à certaines dynamiques d'obtenir une pérennité et d'engendrer sur un territoire des modes de faire durables? Quelles leçons pour les démultiplier à l'avenir?

- Un forum internet en quatre langues ouvre les échanges à la dimension internationale, pour illustrer, débattre et proposer sur la base de ces mêmes questions.

Ce processus vise trois objectifs. Le premier est de réunir des forces et s'organiser pour devenir un acteur collectif. Le second vise à capitaliser pour transmettre et promouvoir les acquis de l'expérience aux générations suivantes. Pour ensuite travailler à l'élabo-

politique aux territoires qui veulent s'impliquer dans ce type de démarche et servir de référence pour une mondialisation à visage humain.

Les participants aux deux journées luxembourgeoises seront répartis en cinq groupes de travail pour découvrir les projets sur le terrain et aller à la rencontre des acteurs de terrain. Cette 3^e étape associera aussi les pouvoirs publics et les autorités locales.

Comment ces journées seront-elles articulées?

1. Groupe emploi et statut juridique

Présentation des recherches d'OPE sur le nouveau statut juridique des entreprises d'économie solidaire.

Présentation du fonctionnement d'OPE en présence de représentants de l'Administration de l'emploi et du ministère du Travail et de l'Emploi

2. Un avenir pour tous dans la société d'information

L'exemple des Internetstuf du réseau OPE implantées au niveau local en réponse à la volonté gouvernementale de favoriser l'accès à tous à Internet et l'informatique.

3. La démocratie participative, clé de voûte pour réussir un développement territorial solidaire?

Visite d'un projet participatif intergénérationnel: le jardin solidaire Kalendula à Altwies.

Présentation d'un projet participatif et durable, planifié et réalisé avec les enfants et des adultes engagés: le réaménagement d'une cour d'école.

4. Les communes luxembourgeoises

L'organisation des communes au Grand-Duché de Luxembourg: représentativité, compétences et statut administratif.

5. L'économie solidaire, un collectif hétérogène

Rencontres avec les "consommateurs" des services d'économie solidaire.

Encore une bonne occasion de montrer les bonnes pratiques luxembourgeoises et de les enrichir du regard des autres.

scher und Publizisten aus Frankreich, Deutschland und Italien über den Beitrag von OPE zur Entwicklung der Solidarwirtschaft Stellung nehmen konnten.

In Remich wurde eine "Konferenz nationale des Acteurs bénévoles du réseau OPE" organisiert, unter dem Thema "L'implication des communes dans les concepts de l'économie solidaire", innerhalb welcher die Gemeindevertreter Gelegenheit hatten, über die erfolgreichen Aktivitäten der lokalen Beschäftigungsgruppen (CIGL) zu berichten.

Zu erwähnen bleibt noch, dass auf landespolitischem Plan schon während zwei Jahren eine Untersuchung über die sozio-ökonomischen Initiativen durchgezogen wurde, und zwar durch die "Cellule emploi" des Arbeits- und Beschäftigungsministeriums und dem "Comité permanent de l'emploi". Diese Untersuchungen führten zum Gesetzentwurf 5144 über die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, welches mit großem Interesse vom OPE analysiert wurde.

2003 zählte "Objectif Plein Emploi" 599 Beschäftigte.

Nic Eickmann

-> (wird fortgesetzt)

